

## Bulletin d'histoire politique

**Claude Gélinas, Les Autochtones dans le Québec post-confédéral 1867-1960, Sillery, Septentrion, 2007, 258 p.**

Maxime Gohier et Véronique Rozon



Volume 17, numéro 1, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056069ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056069ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gohier, M. & Rozon, V. (2008). Compte rendu de [Claude Gélinas, Les Autochtones dans le Québec post-confédéral 1867-1960, Sillery, Septentrion, 2007, 258 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 383–387.  
<https://doi.org/10.7202/1056069ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Claude Gélinas, *Les Autochtones dans le Québec post-confédéral 1867-1960*, Sillery, Septentrion, 2007, 258 p.

MAXIME GOHIER ET VÉRONIQUE ROZON  
*Membres de la Chaire de recherche du Canada  
sur la question territoriale autochtone  
Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

Jusqu'ici, les rares synthèses traitant de l'histoire des autochtones du Québec sont restées l'apanage d'une historiographie pancanadienne. Que l'on pense aux ouvrages de Savard et Proulx, de Miller, de Dickason ou de Ray<sup>1</sup>, la réalité autochtone québécoise a toujours été interprétée en fonction du statut juridique conféré aux « Indiens » par le gouvernement fédéral, tendant ainsi à gommer la diversité des dynamiques régionales. Avec *Les Autochtones dans le Québec post-confédéral 1867-1960*, Claude Gélinas rompt enfin avec cette tradition, en tâchant précisément de se libérer de « l'orthodoxie », qui suggère une opposition irréductible entre « Blancs » et « Indiens » et évacue les nombreux contextes de leur cohabitation. L'ouvrage s'articule ainsi autour d'une problématique novatrice et stimulante, qui consiste à mettre en lumière l'écart existant entre, d'une part, les discours tenus historiquement sur la marginalisation, l'isolement, la pauvreté et la dépendance des Amérindiens et, d'autre part, la réalité de leur intégration à la société nationale, un décalage que Gélinas situe entre « le dire et l'agir ».

Au chapitre I, l'auteur dresse le « cadre politique dans lequel s'inscrivent les rapports entre Autochtones et non-Autochtones » (p. 14). Il souligne notamment l'absence complète du gouvernement provincial dans la gestion des affaires indiennes. Dans ce contexte, la Loi sur les Indiens conférait au gouvernement fédéral un pouvoir quasi-illimité sur les communautés autochtones. Jusqu'à la Crise de 1929, cependant, ce pouvoir serait demeuré d'abord

et avant tout théorique et aurait eu peu d'incidence dans la réalité. D'après Gélinas, la politique d'assimilation du fédéral, qui fut développée pour répondre à des réalités propres aux Amérindiens des Prairies, aurait en effet été appliquée de façon plutôt hésitante au Québec par les fonctionnaires des Affaires indiennes. Ainsi, les quelques mesures prises pour protéger les biens des Amérindiens, favoriser leur éducation ou encore leur conversion à l'agriculture semblaient répondre davantage à une logique visant l'économie des finances publiques qu'à une quelconque volonté de l'État de voir à la réussite de sa politique. Une telle analyse apparaît particulièrement rafraîchissante, dans la mesure où, dans l'historiographie récente, les principes énoncés par la politique indienne sont souvent acceptés comme des dogmes d'interprétation. Toutefois, elle conduit Gélinas à réduire les rapports politiques entre les Autochtones et l'État à leur plus simple expression en les confinant, pour la période d'avant 1930, à de simples discours législatifs n'ayant aucune emprise sur la réalité. Cette perspective affectera plus loin la démonstration de la thèse centrale.

Par la suite, l'ouvrage se divise en deux grandes sections. Les chapitres 2 et 3 discutent d'abord des représentations historiques et contemporaines véhiculées par l'élite intellectuelle du Québec dans ses réflexions sur l'histoire coloniale et sur la société post-fédérale. Ces représentations sont judicieusement inscrites dans le contexte de l'affirmation identitaire des Canadiens français et des stratégies politiques liées au développement économique de la province. Dans le discours dominant tenu par *l'intelligentsia*, l'image historique de l'Indien enfant, guerrier cruel, sans foi ni loi et superstitieux servait selon Gélinas une double fin : poser la spécificité et la supériorité de la culture canadienne-française et justifier la colonisation française et la dépossession territoriale des Amérindiens. Ce qui surprend ici, c'est que l'auteur fournit peu d'illustrations de ce discours « dominant ». Au contraire, sa démonstration consiste surtout à présenter une série de contre-exemples, tout en soulignant que ceux-ci ne sont jamais parvenus à « contrebalancer un discours historique dominant dans lequel [les autochtones] [...] jouaient un rôle de figurants culturellement inférieurs » (p. 79). Si l'on peut lui reprocher cette lacune, elle le conduit néanmoins à retracer, en filigrane, le contexte d'émergence d'un savoir scientifique sur les Autochtones du Québec, propos qui exploite la richesse des œuvres de Barbeau, Gérin, Desrosiers, Leacock, Falardeau et plusieurs autres auteurs, dont certains sont fort méconnus.

En ce qui concerne les représentations contemporaines, l'argumentation apparaît toutefois plus équilibrée. Gélinas montre toute la complexité du discours par lequel les intellectuels proclamaient, jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle, l'imminence de la disparition des Amérindiens, anticipée en raison du métissage et de l'acculturation. En dépeignant ainsi les autochtones, l'élite

canadienne-française cherchait, d'après l'auteur, à légitimer son projet de colonisation du Moyen-nord québécois, vaste contrée que l'on croyait en plein dépeuplement. Au lendemain de la Grande Guerre, toutefois, cette représentation « de l'enfant mourant » aurait graduellement cédé le pas devant le retour de celle du « bon sauvage », alors qu'avec le développement d'un mouvement d'autocritique de la société occidentale, l'Amérindien commençait à être considéré comme « un modèle culturel à imiter » (p. 114). Mais encore une fois, pour Gélinas, cette représentation cadrerait mal avec la réalité « c'est l'Autochtone que l'on aurait aimé voir qui suscitait l'intérêt, et non pas forcément celui que l'on voyait » (p. 114).

Aux chapitres 4 et 5, l'auteur annonce un renversement de perspective. Il se propose en effet de cerner « comment les communautés et les individus des Premières nations [...] percevaient [...] leur statut et leur positionnement dans la société nationale » (p. 124). Il déconstruit d'abord l'idée selon laquelle le discours de résistance autochtone face à la politique d'assimilation traduirait une volonté de repli. Au contraire, il voit dans cette résistance une stratégie visant à « concilier intégrité et intégration » (p. 125). Par exemple, l'affirmation d'une autonomie à l'égard du gouvernement fédéral, les efforts déployés pour protéger leurs acquis territoriaux ou pour mettre en valeur leurs cultures « traditionnelles » répondaient à un « souci de préserver [...] une culture signifiante et un esprit de corps », indispensables à « leur cohésion sociale » et à leur « survie identitaire ». Car au-delà de ce discours « distinctif », affirme Gélinas, les Amérindiens cherchaient au fond à « tirer profit » des avantages que pouvait leur offrir la « réalité occidentale » (p. 155). L'éducation est probablement l'exemple qui illustre le mieux ce propos. D'après l'auteur, les autochtones ont toujours considéré l'éducation comme la clé de leur intégration à la société nationale : d'ailleurs, ceux qui en avaient les moyens n'hésitaient pas à envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles de la province. Cependant, s'ils ont affiché une certaine méfiance à l'égard de la politique d'éducation du gouvernement fédéral, c'est qu'ils voulaient exercer un contrôle sur la forme de cette éducation afin de « conserver la capacité de gérer leur acculturation » (p. 163).

Au dernier chapitre, Gélinas s'efforce de démontrer concrètement l'intégration des Amérindiens en soulignant leur participation réelle à la vie socio-économique du Québec. Malheureusement, comme les études sont rares sur les aspects sociaux de cette question, l'auteur se rabat sur des données économiques, avec lesquelles il est plus familier<sup>2</sup>. Avec le recul de leur mode de vie traditionnel, les Autochtones se sont graduellement tournés vers l'agriculture, le commerce de l'artisanat et le travail salarié pour assurer leur subsistance. Jusqu'en 1929, ces activités leur auraient permis de maintenir un niveau de

vie « relativement semblable » à celui du reste de la population, voire même « plutôt enviable » (p. 193 et 200). Mais cette prospérité aurait cependant pris fin abruptement avec la Crise qui, à quelques exceptions près, aurait touché plus lourdement les Autochtones que leurs concitoyens canadiens. « Pourquoi ? essentiellement parce que, pour la première fois, leur condition juridique d'autochtones est venue s'opposer comme un obstacle sérieux entre eux et le reste de la société nationale » (p. 177). Face aux difficultés vécues par les communautés, le gouvernement fédéral aurait en effet mis en place une série de mesures de redressement qui contribuèrent à introduire une forme de dépendance des Amérindiens à l'égard de l'État : désormais, affirme Gélinas, « les orientations et les initiatives en matière de développement venai[en]t [...] des Affaires indiennes, et non plus des principaux concernés » (p. 210). Demeuré latent pendant plus d'un demi-siècle, le pouvoir quasi-illimité que le fédéral détenait sur les Amérindiens s'exerçait maintenant de façon bien concrète.

L'argument de Gélinas faisant de la Crise un point de rupture ne convainc toutefois qu'en partie, dans la mesure où il ne semble pas pouvoir s'appliquer à toutes les communautés autochtones du Québec. Aux dires de Gélinas lui-même, « les effets de la Crise auraient été plus ou moins perceptibles » pour les communautés du Moyen-nord québécois (p. 201). Comment expliquer, alors, la prise de contrôle de leur développement par les Affaires indiennes ? On constate ici, l'impasse dans laquelle Gélinas s'est engagé en confinant l'analyse politique aux seuls discours juridiques. Ce faisant, il a accordé trop peu d'importance aux autres formes de rapports de pouvoir entre les Autochtones et l'État (fédéral). En dissociant strictement discours et réalité, l'auteur a occulté l'effet de certaines manifestations du pouvoir, plus symboliques, qui se cachaient derrière les représentations véhiculées sur les autochtones. Même si elles ne reflétaient pas adéquatement la réalité, ces manifestations contribuaient néanmoins, de façon insidieuse, à structurer la relation entre les deux groupes. Une analyse politique globale et plus théorique, incluant la problématique du colonialisme, aurait peut-être permis de mettre en relief toute la complexité de la relation qui s'est développée avant 1930 et qui, au lendemain de la Crise, a rendu possible une intervention aussi profonde de l'État dans la vie de ses pupilles. Ce n'est d'ailleurs qu'en écartant la question du pouvoir que Gélinas peut arriver à conclure que les Amérindiens manifestaient une « volonté certaine » (p. 177) de s'intégrer à la société nationale, à partir du simple *constat* de leur intégration socio-économique et culturelle. Bref, si la démarche a permis de démontrer avec justesse l'existence d'un écart profond entre les discours véhiculés sur les Autochtones et leur réalité, elle a par ailleurs limité la compréhension de l'interaction entre

ces deux niveaux d'analyse. Ce problème découle probablement de la minceur de l'historiographie récente sur la période post-confédérale, contexte qui, reconnaissons-le, posait un défi d'envergure à l'auteur.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Rémi Savard et Jean-René Proulx, *Derrière l'épopée, les Autochtones*, Montréal, L'Hexagone, 1982 ; Jim R. Miller, *Skyscrapers Hide the Heavens*, Toronto, University of Toronto Press, 1989 ; Olive P. Dickason, *Canada's First Nations*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992 ; Arthur J. Ray, *I Have Lived Here Since the World Began*, Toronto, Key Porter Books, 1996.
2. Voir notamment son article « Les Autochtones du Québec et la Grande Crise », *Cahiers d'histoire*, vol. 24, n° 1, automne 2004, p. 77-106.